

The October Crisis

Appendix O

«Proces-Verbal, Conseil National, Parti Québécois»
Dimanche, le 18 octobre 1970

« PROCES-VERBAL
Conseil National
Réunion extraordinaire
Dimanche le 18 octobre 1970
Ecole Georges-Vanier
St-Vincent de Paul.

« Le Président, M. Marc-André Bédard, déclare l'assemblée ouverte vers 11h et donne la parole de J. Parizeau.

« 1- Fonctionnement de l'assemblée

M. Parizeau rappelle que cette réunion extraordinaire du Conseil National a été convoquée principalement dans le but de discuter de l'assurance-santé. **Cependant, vu la gravité de la situation actuelle, dont l'origine est l'enlèvement de MM. Cross et Laporte, et la nécessité d'une action énergique du Parti face à la déclaration de la Loi des mesures de guerre, il propose à l'assemblée de donner priorité à cette question.** (Emphasis added)

M. Parizeau suggère que la discussion se poursuive sans trop de formalisme, afin d'éviter d'allonger inutilement les débats.

1ère proposition

J. Laframboise (Ahuntsic) appuyé par G. Maheu (D'Arcy McGee) propose qu'une scéance (sic) d'information sur la situation actuelle ait lieu immédiatement et qu'ensuite le Conseil National se divise en ateliers.

Si le temps le permet, on abordera ensuite le sujet de l'Assurance-santé.

ADOPTÉE

2e proposition

Il est proposé que le Conseil National se divise en cinq ateliers de travail répartis selon les régions du Québec pour discuter de la question à l'ordre du jour de la façon suivante:

1. Analyse de l'action déjà entreprise par l'Exécutif ;
2. Suggestions quant à l'action future;
3. Préparation d'un communiqué (ou de communiqués) s'il y a lieu;
4. Discussion sur le fonctionnement du Conseil National en temps de crise.

Les ateliers seront ainsi formés:

Québec, Trois-Rivières;
Rimouski, Chicoutimi, Hull, Abitibi et Estrie;
Montréal Est
Montréal Ouest
Montréal Sud

ADOPTÉE

3e proposition

M. Jacob (Saint-Laurent), appuyé par M. Vézina (Deux-Montagnes), propose que les ateliers se réunissent pour un minimum de deux heures et qu'un Comité de synthèse formé de l'animateur et du secrétaire de chaque atelier résume ensuite les opinions émises pour en faire part au Conseil National.

ADOPTÉE

II- Information sur la situation actuelle

Jacques Parizeau prend la parole après avoir demandé le huis-clos et tente d'établir un diagnostic de la situation.

M. Parizeau termine son exposé en souhaitant que la question de la participation du Parti Québécois à ce front commun soit abordée au cours des discussions des ateliers, afin que soient transmises à l'Exécutif les diverses opinions exposées par les participants.

III- Information sur les implications de la Loi des mesures de guerre

A la demande générale, Me Pothier Ferland expose brièvement les modalités de la Loi des mesures de guerre. (Emphasis added)

L'assemblée plénière est levée temporairement pour la durée des travaux des ateliers.

Vers 2h.30, l'Assemblée plénière reprend ses travaux.

J. Parizeau informe l'assemblée d'un fait nouveau. Les centrales syndicales ont convoqué leurs exécutifs pour l'après-midi même, afin de décider d'un communiqué de presse traitant des événements récents et de lancer un dernier appel au gouvernement pour sauver la vie de M. Cross.

Il est donc important que la décision du Conseil National sur la création d'un front commun des forces démocratiques lui soit transmise au plus tôt, car il doit se rendre immédiatement sur les lieux pour en discuter. Il incite l'assemblée à ne pas préparer une proposition trop rigide qui pourrait gêner l'Exécutif dans ses discussions avec les centrales.

IV- Rapport du Comité de synthèse

a) Regroupement des forces démocratiques

Au nom du Comité de synthèse, Jean Doré donne lecture d'une proposition:

Compte tenu que l'action du parti ne doit pas servir dans la crise actuelle de caution à un système démocratique qui brime les droits civils;

Compte tenu aussi que les mesures de guerre actuelles peuvent causer des torts irréparables à des individus et à la société québécoise;

Il est proposé par le Conseil National, la formation d'un front pour la défense des droits civils et des victimes des mesures de guerre, qui comprendrait tous les organismes

soucieux de protéger les libertés fondamentales qui sont à l'heure actuelle gravement menacées par les actions FLQ et des gouvernements;

Il est proposé que tous les membres du Parti soient invités à participer à cette action dans des structures appropriées à leur situation.

Dans les situations qui s'ensuivent, on fait les suggestions suivantes:

G. Joron et J. Y. Morin: laisser entendre dans le texte que le front commun constituerait un «gouvernement parallèle» ou «autorité morale». (Emphasis added.)

A. Legault (Chambly) suggère de tenir compte de la panique qui semble s'emparer de la population.

G. Grégoire suggère que le texte de la proposition donne à l'Exécutif toute la latitude voulue pour négocier la formation du front commun avec les autres groupes.

Jean Doré fait lecture d'une proposition amendée:

4e proposition

«Compte tenu que l'action du parti ne doit pas servir dans la crise actuelle de caution à un système démocratique qui brime les droits politiques et civils;

Compte tenu aussi que les mesures de guerre actuelles peuvent causer des torts irréparables à des individus et à la société québécoise;

Compte tenu de la situation de panique dans la population, il est proposé que le Conseil National accepte la participation du Parti Québécois à un front commun des forces démocratiques».

Sur proposition de G. Grégoire, appuyé par M. Pelletier (V. – Soulanges) cette résolution est ADOPTÉE.

M. Parizeau tiendra les présidents de comtés au courant des mesures qui seront prises pour exercer cette action et de la forme d'organisation qu'il faudra prévoir.

A une question P. Bourgault (Mercier), M. Parizeau affirme que le Parti Québécois n'acceptera pas de ralentir son action. Si le front commun n'agit pas assez rapidement, le Parti agira seul, sans tarder.

5e proposition

Il est proposé que les débats se terminent au plus tard à 6h.

ADOPTÉE

b) Action déjà entreprise

Jean Doré résume ainsi les opinions émises aux ateliers:

6e proposition

«Le Conseil National déclare son appui total aux déclarations et aux actions de l'Exécutif du Parti Québécois et tient à insister sur l'entière solidarité de tous les membres du parti avec les moyens et les objectifs utilisés par ses dirigeants pour faire face à l'actuelle situation de crise.»

C. Parizé (Hull), appuyé par M. Paquette (Jeanne-Mance) propose que l'on n'appuie que la dernière déclaration faite au nom du Parti par René Lévesque. (Emphasis added)

La proposition soumise par le Comité de synthèse est ADOPTÉE dans son texte intégral.

c) Action future

Jean Doré résume ainsi les opinions émises par les ateliers:

«Le Conseil National tient à souligner qu'aucune des décisions déjà prises par le Parti Québécois au sujet de l'organisation et du fonctionnement des congrès régionaux ne seront remises à cause du fait de l'application de la Loi des mesures de guerre.»

Après discussions, Pierre Renaud, appuyé par M. Desjardins propose que l'on donne plutôt un sens positif à la proposition.

Elle est donc ainsi présentée à l'assemblée:

7e proposition

«Attendu qu'il est plus important que jamais que le Parti Québécois continue son action démocratique, le Conseil National tient à souligner que toutes les décisions déjà prises par le Parti Québécois au sujet de l'organisation et du fonctionnement des congrès régionaux seront mises à exécution en dépit de l'application de la Loi des mesures de guerre.»

ADOPTÉE

d) Réseau de communications

Jean Doré soumet une proposition préparée par l'atelier de synthèse et explique qu'elle servira à autoriser l'Exécutif, à voir, le cas échéant, à la distribution de tracts ou d'un journal d'information sur la situation actuelle.

8e proposition

«Compte tenu du besoin d'informer les membres et la population de la situation actuelle, il est proposé que l'Exécutif mette en œuvre des structures de communications et les moyens y afférant, compte tenu de leurs implications juridiques.»

ADOPTÉE

e) Communiqué de presse

En l'absence des membres de l'Exécutif qui sont à préparer la formation du front commun, aucun communiqué de presse n'a été préparé. Cependant, quelques suggestions sont soumises à l'assemblée:

Desjardins propose que l'on fasse appel à la Croix-Rouge internationale ou à tout autre organisme qualifié pour s'assurer que les personnes actuellement détenues sous la Loi des mesures de guerre seront ou relâchées, si aucune accusation n'est retenue contre elles, ou traitées convenablement si elles sont gardées en prison.<

Lise Gravel (St-Jacques) croit qu'il ne faut pas se contenter d'émettre des vœux pieux en ce sens, mais qu'une action énergique doit être entreprise sans tarder.

Fonctionnement du Parti en temps de crise

Le Comité de synthèse n'a soumis aucune suggestion ou proposition sur cette question. Il ne semble pas qu'on ait eu le temps de l'aborder en ateliers.

P. Gagnon (Iles de la Madeleine) suggère:

- a) que l'Exécutif voit à ce que le déroulement de la crise soit suivi de près par la permanence;
- b) que l'Exécutif voit à ce que des personnes s'offrent pour protéger les membres de l'Exécutif et de la Députation;
- c) que des avocats se remplacent à la permanence du Parti, en cas de besoin;
- d) qu'on fasse appel à la Croix-Rouge internationale;
- e) que des assemblées régionales soient tenues en présence des membres de l'Exécutif national.

A. Potvin (Bourassa) suggère que les comtés s'engagent à soumettre des noms d'avocats à qui l'on pourrait faire appel en cas de besoin, et que les comtés s'engagent à fournir une liste de personnes susceptibles de protéger la personne de René Lévesque ou d'autres membres du Parti.

Après discussion, A. Potvin (Bourassa), appuyé par B. Beaudoin (Lotbinière) soumet la proposition suivante:

9e proposition

Le Conseil National demande à toutes les associations de comté de fournir, dans les plus brefs délais, des noms de personnes (membres) qui seraient susceptibles d'assurer la protection:

- a) des membres de la députation;
- b) des membres de l'Exécutif;
- c) ou de toute autre personne que le Parti pourrait désigner.

ADOPTÉE

Vers 17h. 30 sur proposition de Dore l'assemblée est levée. »

N.B.: Le document reproduit ci-dessus est déjà dans le domaine public, ayant été cité, par exemple, dans le livre *Jacques Parizeau*, tome 1, 2001 par Pierre Duchesne, Éditions Québec Amérique, à la page 564, notes 75 et 77, et à la page 567.

Minutes of the Parti Québécois National Council (18 October 1970)

MINUTES

National Council

Special Meeting

Sunday, October 18, 1970

Georges-Vanier School

St. Vincent de Paul

The Chairman of the meeting, Mr. Marc-André Bédard, declares the meeting open at 11:00 am and gives the floor to J. Parizeau.

1 – The Purpose of the meeting

Mr. Parizeau reminds those present that this special meeting of the National Council was convened principally to discuss Medicare. **Due to the seriousness of the present situation, caused by the kidnapping of Mr. Cross and Mr. Laporte, and the necessity of strong action by the Party, vis-à-vis the proclamation under the War Measures Act, he proposes to the meeting that priority be given to this question.**
[Emphasis added]

Mr. Parizeau suggests that the discussion continue without too much formality, to avoid needlessly lengthening the debate.

1st Motion

J. Laframboise (Ahuntsic) seconded by G. Maheu (D'Arcy McGee) proposes that an information session on the present situation take place immediately and that afterwards, the National Council be divided into workshops.

If time permits, the subject of Medicare will then be addressed.

ADOPTED

2nd Motion

It is proposed that the National Council be divided into five workshops formed according to the regions of Quebec in order to discuss the question on the agenda in the following manner:

1. Analyze the acts already untaken by the Executive;
2. Suggestions as to future action;
3. Preparation of a press release (or press releases) if necessary;.
4. Discussion of the functioning of the National Council in times of crisis.

The workshops will be formed as followings:

Québec, Trois-Rivières;
Rimouski, Chicoutimi, Hull, Abitibi and the Eastern Townships;
Montréal East
Montréal West
Montréal South

ADOPTED

3rd Proposal

Mr. Jacob (Saint-Laurent), seconded by Mr. Vézina (Two Mountains), proposes that the workshops meet for a minimum of two hours and that a Synthesis Committee, formed of the animator and secretary of each workshop, then summarize the opinions expressed in order to inform the National Council.

ADOPTED

II- Information on the present situation

Jacques Parizeau took the floor after having requested an *in camera* session and attempts to diagnose the situation.

Mr. Parizeau ends his presentation by suggesting that the question of the participation of the Parti Québécois in this Common Front be addressed in the course of the workshops, so that different opinions expressed by the participants can be transmitted to the Executive.

III- Information on the implications of the War Measures Act

In response to the desire of everyone, Me Pothier Ferland briefly explains the terms and conditions of the War Measures Act. [Emphasis added]

The plenary meeting is temporarily adjourned for the duration of the work of the workshops.

At about 2:30 pm, the plenary session reconvened.

J. Parizeau informs the meeting of a new factor. The “centales syndicales” [CSN, FTQ and CEQ} have convened their executives for this afternoon, in order to decide on a press release dealing with recent events and to launch a last appeal to the government to save the life of Mr. Cross.

It is therefore important that the decision of the National Council on the creation of a common front of democratic forces be transmitted to him as soon as possible, because he must immediately go to where the common front discussions are taking place.. He encourages the meeting not to prepare a too rigid proposal which could restrict the Executive in its discussions with the “centrals”.

IV- Report of the Summary Committee

a) Regrouping of democratic forces

In the name of the Summary Committee, Jean Doré reads a motion:

Considering that the Parti’s action must not serve in the present crisis to sanction a democratic system which suppresses civil rights.

Considering also that the present war measures could cause irreparable harm to individuals and Quebec society;

The National Council proposes the formation of a common front for the defence of civil rights and the victims of the war measures, composed of all the organizations concerned with the protection of fundamental rights which are at the present time gravely threatened by the actions of the FLQ and the governments;

It is proposed that all the members of the Parti be invited to participate in this action, when their personal situation, so permits.

In the light of the above, the following suggestions are made:

G. Joron and J. Y. Morin: that the text let it be understood that the common front will constitute a parallel government or a moral authority. (Emphasis added.)

A. Legault Chambly) suggests that **panic**, which seems to be seizing the population be taken into account. [Emphasis added]

G. Grégoire suggests that the text of the proposition give to the Executive all the latitude necessary to negotiate the formation of a common front with the other groups.

Jean Doré reads the amended motion:

4th Motion

Considering that the Party's actions must not serve as a sanction of a democratic system which suppresses political and civil rights:

Considering as well that the present war measures could cause irreparable harm to individuals and to Quebec society;

Considering **the panic of the population**, it is moved that the National Council accept the participation of the Parti Québécois in a common front of democratic forces. [Emphasis added]

On a motion of G. Grégoire, seconded by M. Pelletier (V. – Soulanges) this resolution is ADOPTED.

Mr. Parizeau will keep the Committee chairmen up to date on the measures which will be taken to carry out this action and the organizational form that may be expected.

To P. Bourgault's (Mercier) question, Mr. Parizeau affirms that the Parti Québécois will not accept to slow down its action. If the common front does not act rapidly enough, the Parti will act alone and without delay.

5th Motion

It is moved that the meeting terminate at 6:00 p.m. at the latest.

ADOPTED

b) Action already taken

Jean Doré summarizes the opinions expressed in the workshops groups in this way:

6th Motion

"The National Council declares its total support of the statements and actions of the Parti Québécois Executive to date and wishes to insist on the complete solidarity of all party members with the means and objectives used by its leaders to respond to the present crisis..

C. Parizé (Hull), seconded by M. Paquette (Jeanne-Mance) moves that only the last statement made in the name of the Parti by René Lévesque be supported. [Emphasis added]

The motion submitted by the Synthesis Committee is ADOPTED in its entirety.

c) Future action

Jean Doré summarizes as follows, the opinions expressed by the working groups:

“The National Council wishes to emphasize that none of the decisions already taken by the Parti Québécois concerning the organization and the functioning of the regional conferences will be postponed because of the application of the War Measures Act.”

After discussion, Pierre Renaud, seconded by M. Desjardins, moves that a more positive tone be given to the motion.

It is thus presented to the meeting as follows:

7th Motion

“Whereas it is more important than ever that the Parti Québécois continue its democratic action, the National Council emphasizes that all the decisions already taken by the Parti Québécois concerning the organization and functioning of the regional conferences will be carried out in spite of the application of the War Measures Act.”

ADOPTED

d) Communications Network

Jean Doré submits a motion prepared by the Synthesis Committee and explains that it will serve to authorize the Executive to see, should the need arise, to the distribution of tracts or an information newspaper on the present situation.

8th Motion

Considering the need to inform the members and the population of the present situation, it is moved that the Executive put into place communication structures and the means to put them into effect, taking into account their legal implications.”

ADOPTED

e) Press Release

In the absence of the Executive members who are taking part in the formation of the common front, no press release has been prepared. Several suggestions, however, are submitted to the meeting:

Desjardins proposes that an appeal be made to the International Red Cross or to any other qualified organization to assure that the persons presently detained under the War Measures Act will be released, if no charges are retained against them, or that they be properly treated if they are kept in prison.

Lise Gravel (St-Jacques) believes that one must not be content with emitting pious hopes. Instead strong actions must be undertaken without delay.

Functioning of the Party during the Crisis

The Synthesis Committee has not submitted any suggestion or any motion on this question, because there does seem to have been time to broach it in the workshops.

P. Gagnon (Iles de la Madeleine) suggests:

- f) That the Executive see to it that the development of the crisis be closely followed by those in office;
- g) **That the Executive see to it that persons volunteer to protect members of the Executive and of the “delegation”[PQ members of the National Assembly];**
- h) That the Party’s lawyers place themselves on permanent alert, in case of need;
- i) That an appeal be made to the International Red Cross
- j) That regional meetings be held in the presence of members of the National Executive. [Emphasis added]

A. Potvin (Bourassa) suggests that the constituency associations undertake to submit a list of the names of lawyers to whom a call could be made if necessary, and that associations commit themselves **to providing a list of people capable of protecting René Lévesque or other members of the Parti.** [Emphasis added]

After discussion, A. Potvin (Bourassa), seconded by B. Beaudoin (Lotbinière), submits the following motion:

9th Motion

The National Council requests that, as quickly as possible, all constituency associations provide the names of members who would be capable of assuring the protection of:

- a) **the Party members in the National Assembly;**
- b) **the members of the Executive;**
- c) **any other person that the Party would designate.** [Emphasis added]

ADOPTED

At 5:30 pm, on the motion of Doré, the meeting is terminated.

N.B.: The above document is already in the public domain and, for example, is cited in *Jacques Parizeau*, tome 1, 2001 by Pierre Duchesne, Éditions Québec Amérique Inc., at page 564, footnotes 75 and 77, and at page 567.